



PRIX DE L'ABONNEMENT.

La Haye, Provinces.
 Sur un an . . . 26 fl. . . 30 fl.
 » six mois . . . 14 » . . . 16 »
 » trois mois . . . 7 » . . . 8 »
 PRIX DES INSERTIONS.
 Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbra
 ompris et 10 cts. par ligne en sus.

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA REDACTION

à La Haye, Spui, n° 75.
 BUREAU DE LA BONNETERIE ET LES
 A BONNETES,
 Chez M. van Nieuwen, bijou, Spui
 et chez les Héritiers Doorman,
 bijou, Lange Ploeg, à La Haye.
 Les lettres et paquets doivent être
 envoyés à la direction (franc de port).

LA HAYE, 27 Février.

La république proclamée à Paris.

Les événements marchent avec une rapidité effrayante à Paris. La république, avec les traditions de la Montagne, a levé la tête; elle s'est installée dans la capitale de la France. Le trône de Juillet s'est brisé comme celui de la branche aînée en un jour d'orage. Qu'est-ce que la France, qu'est-ce que l'Europe vont devenir ?

Le courrier de France n'étant pas arrivé encore aujourd'hui. Des bruits sinistres circulaient hier au soir dans cette ville qui se trouvent aujourd'hui confirmés d'après les nouvelles de France qui nous parviennent par la Belgique.

Samedi, quatre heures du matin. L'impression d'une affliction profonde que nous venons rapporter ce que nous avons appris et rendre compte des renseignements qui nous sont parvenus sur les graves événements qui ont signalé à Paris la journée du 24 février. Les plus sinistres prévisions ont été dépassées. On en jugera quand nous dirons que :

- Toutes les concessions faites par le roi ont été successivement repoussées ;
- L'offre d'une abdication en faveur du comte de Paris, avec la régence de madame la duchesse d'Orléans, a été rejetée également ;
- Les Tuileries ont été saccagées ;
- La famille royale est en fuite ;
- La république a été proclamée ;
- Un gouvernement provisoire a été formé.

Hier, nous avons fait connaître, d'après le journal la Presse, le fatal incident survenu le 23, à dix heures du soir, devant l'hôtel de la présidence du conseil, et qui a réveillé la lutte qui paraissait terminée. Cet événement, à jamais regrettable, est connu sous un post-scriptum que nous trouvons dans le seul numéro du Journal des Débats du 24, que nous avons reçu aujourd'hui. Ce post-scriptum, daté de jeudi, dix heures matin, est ainsi conçu :

« Le 23, après-midi et dans la soirée, la nouvelle de la retraite du ministre ayant été connue dans tous les quartiers de Paris, le calme s'était rétabli de lui-même.

« A la nuit, une masse de peuple, portant des torches, parcourut les rues et les boulevards. Vers 10 heures, cette masse était arrivée à la hauteur du ministère des affaires étrangères. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la troupe qui gardait cet hôtel crut qu'on venait l'attaquer, et par un malentendu on a fait feu. Une vingtaine d'individus ont été atteints, et la foule s'est enfuie en poussant des cris de fureur et de rage.

« Ce malheureux événement, raconté bientôt dans tous les quartiers de Paris, amplifié, dénaturé et présenté comme une trahison de l'autorité contre le peuple, a rallumé aussitôt l'insurrection.

Pendant toute la nuit on éleva les barricades sur un très-grand nombre de points. Depuis ce matin la bataille est engagée dans le quartier Saint-Martin.

« On vient d'afficher une proclamation aux habitants de Paris, annonçant que le roi a nommé M. Thiers président du conseil des ministres, et que M. Thiers ayant demandé l'adjonction de M. Odilon Barrot, le roi y a consenti.

« La garde nationale se réunit en ce moment et l'on annonce qu'elle sera au grand complet dans toutes les légions. Toute satisfaction étant donnée maintenant à ceux qui demandaient hier la chute du ministère, on a tout lieu de croire aujourd'hui que la garde nationale va se montrer fermement résolue à comprimer un mouvement populaire qui n'a plus d'objet. Les troupes de la ligne et la cavalerie se rassemblent conjointement avec la garde nationale. »

Les concessions annoncées par cette proclamation n'ont pas satisfait le peuple.

La lutte continuait de plus en plus vive dans les rues de Paris, presque toutes remplies d'innombrables barricades.

Que s'est-il passé à dater de dix heures ? Les détails certains manquent. On dit que le roi a déclaré abdiquer en faveur de son petit-fils le comte de Paris; mais qu'une grande répulsion s'était manifestée pour la régence du duc de Nemours.

Alors, dit-on encore, Mme la duchesse d'Orléans se serait rendue, accompagnée de son fils, dans le sein de la chambre des députés, rassemblée en ce moment. Elle y aurait demandé le trône pour le comte de Paris et la régence pour elle-même.

Des hommes vêtus en bourgeois, mêlés aux gardes nationaux de service au Palais-Bourbon, se seraient livrés envers la princesse et son fils à des actes de brutalité. Les gardes nationaux se seraient aussitôt interposés; mais la duchesse et le jeune comte de Paris auraient dû se retirer précipitamment, et l'assemblée aurait décidé qu'elle allait délibérer sur sa demande.

Nous le répétons, nous ne pouvons garantir ces détails. On

comprendra également qu'il y a là, omission d'une foule de circonstances. Mais le résultat de la délibération est positif.

La demande de la princesse a été rejetée, et entre quatre et cinq heures, une proclamation était affichée sur les murs de Paris. Cette proclamation commençait ainsi :

**Plus de Bourbons !
 Vive la république !
 Assemblée nationale !
 Gouvernement provisoire !**

Ce gouvernement provisoire est ainsi composé :

- MM. Arago,
- Lédu-Rollin,
- Marie,
- Dupont (de l'Eure),
- Lamartine,
- Armand Marrast, rédact. en chef du National.
- Ferdinand Flocon, réd. en chef de la Reforme.
- Albert, ouvrier.

Pendant que ces faits se passaient à la chambre des députés, le château des Tuileries était le théâtre de scènes horribles et d'actes de vandalisme. Le peuple s'y était porté avec fureur. Ici encore se placent des faits que nous ne pouvons garantir. Le château, nous assure-t-on, était défendu par de la troupe de ligne, de la garde municipale, des chasseurs de Vincennes, et de l'artillerie. La troupe de ligne aurait refusé de tirer sur le peuple. Les chasseurs de Vincennes, la garde municipale et une partie seulement de l'artillerie auraient engagé le feu. Alors aurait eu lieu une véritable boucherie. Après un combat acharné dans lequel la garde municipale aurait été presque entièrement massacrée, le peuple s'est rendu maître du château. Ce fait est positif. Mais, heureusement, lorsqu'il y est entré, il ne s'y trouvait plus aucun membre de la famille royale.

Le palais a été entièrement saccagé, le trône descendu, dit-on, sur la place et incendié, tout le mobilier détruit.

De là les insurgés se sont portés au Palais-Royal qui est, comme on sait, une propriété particulière du Roi. Ils ont mis le feu aux appartements royaux qui ont été totalement dévastés par les flammes. L'hôtel du ministère des affaires étrangères a aussi été incendié.

On ignore en quel lieu s'est réfugiée la famille royale. On avait dit que le roi était à Vincennes. Le peuple s'y est rendu, S. M. n'y était pas.

Le gouvernement provisoire formé par l'assemblée réunie au Palais-Bourbon, est en permanence dans ce palais, sous la garde du peuple.

Le directeur général des postes a été changé. Nous ignorons le nom de son successeur.

Paris, comme on doit le comprendre d'après ce triste et rapide récit, offrit jeudi et vendredi matin, un véritable spectacle de désolation. Dans les rues et les boulevards des cadavres étaient gisants. Tous les arbres des boulevards sont abattus.

De cent pas en cent pas, pour ainsi dire, on rencontre dans les rues des barricades gardées par le peuple et qui n'offrent passage qu'à une seule personne à la fois; un mot d'ordre est exigé pour franchir chaque barricade, ainsi que pour sortir de la ville, dont toutes les barrières ont, d'ailleurs, assuré-t-on, été incendiées.

Le but de ces précautions est, paraît-il, d'empêcher la fuite des ministres que l'on soupçonne être encore dans Paris. Ces barricades ont été construites en quelques heures et comme par enchantement dans la nuit de mercredi à jeudi et dans la matinée de ce dernier jour.

Tous les bruits qui ont couru sur l'enlèvement des rails du chemin de fer dans le parcours entre Valenciennes et la Chapelle-Saint-Denis étaient inexacts. Le chemin n'a été coupé qu'à l'entrée de Paris et un peu au-delà de la station de la Chapelle-Saint-Denis. Cette station a été entièrement incendiée, et le viaduc établi à la sortie de Paris complètement détruit. Mais à partir de la station d'Enghien (la première après celle de la Chapelle-Saint-Denis, à deux lieues de Paris), le parcours est entièrement libre jusqu'à Valenciennes. Les convois partent donc actuellement de la station d'Enghien.

Les paquets de dépêches (journaux et correspondances) pour la Belgique, ne sont arrivés ni jeudi ni vendredi à Bruxelles. Toutes les dépêches ont bien été expédiées par l'administration des postes de Paris; mais les facteurs ont dû les porter à bras hors de la ville pour être dirigées de là vers leur destination. Or, dès les premières barricades qu'ils ont eu à franchir, ils ont été arrêtés par le peuple et conduits aux mairies. Là, les dépêches ont été triées. Un grand nombre, principalement

celles adressées aux autorités, ont été brûlées. Les lettres particulières que l'on a supposées être de peu d'importance ont seules été remises dans les sacs.

On lit dans l'Observateur :

Vendredi, 8 heures du soir.

On nous assure que des nouvelles arrivées aujourd'hui par pigeons, contiennent les détails suivants :

Plusieurs bataillons de la troupe de ligne auraient fraternisé avec la garde nationale et auraient ensemble attaqué des troupes fraîches arrivant à Paris. Il y aurait eu dans cette collision beaucoup de sang versé.

Le peuple serait entièrement maître de Paris. Les troupes auraient été refoulées, d'un côté, sur la place de la Bastille où elles camperaient avec de l'artillerie, de l'autre côté, vers les Invalides et l'école militaire; d'ailleurs elles n'occupent plus aucun poste dans l'intérieur de la ville.

Les populations de la banlieue, excepté celle des Batignolles, seraient venues à Paris pour renforcer le peuple et la garde nationale.

Les chasseurs en garnison à Valenciennes, sont partis pour Paris, mais, arrivés à Douai, ils ont été arrêtés par la population qui a brisé les rails pour empêcher leur passage.

Il paraît que l'administration du chemin de fer du Nord, au lieu de s'opposer à l'enlèvement des rails, a pris le parti d'y consentir pour que le dégât fût moins considérable.

Ces dernières nouvelles sont confirmées par une lettre écrite aujourd'hui d'Amiens par un personnage envoyé à Paris par le roi lui-même.

Samedi, 1 heure du matin.

On assure que M. Guizot est arrêté.

Samedi, 11 heures et demie.

Au moment où nous allons mettre sous presse, aucune nouvelle positive, autre que celles qu'on vient de lire, ne nous est parvenue ni de Paris, ni des autres points de la France. Les premiers actes du gouvernement provisoire ne sont pas encore parvenus à Bruxelles.

Une foule de bruits continuent à circuler. D'après l'un, le roi Louis-Philippe se trouverait à la tête d'un corps d'armée dans les environs de Paris; d'après un autre, il serait à Eu, avec l'intention de passer en Angleterre.

On prétend que le duc de Nemours est parvenu à réunir autour de lui des troupes assez nombreuses, surtout de la cavalerie.

Aucun journal de Paris du 25, n'est arrivé.

Dernières nouvelles.

Une heure et demie.

RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS PAR UN TÉMOIN OCULAIRE.

Voici les détails que nous recevons sur les événements de Paris. On peut compter sur leur exactitude :

On sait que c'est devant l'hôtel du ministre des affaires étrangères (M. Guizot) que le tumulte sérieux, que le combat a commencé dans la soirée de mercredi.

Quelques coups de fusil isolés, tirés par le peuple sur la troupe qui environnait l'hôtel, ont provoqué une riposte qui a été le signal d'une véritable guerre civile. Dans cette nuit du mercredi au jeudi le véritable caractère de l'insurrection s'est fait connaître : c'est la guerre des communistes contre l'organisation sociale. Sur tous les points, des barricades ont été élevées, construites par des hommes armés qui semblaient sortir de terre.

Le feu a été mis sur plusieurs points de la ville, et les lieux de l'incendie s'apercevaient de plusieurs lieues autour de Paris. Le combat, commencé devant l'hôtel de M. Guizot, s'est étendu et prolongé toute la nuit.

Dans la matinée du jeudi, les insurgés ont partout pris l'offensive. La garde nationale, au moins la portion qui a pris les armes et qu'on nous assure avoir été mêlée d'individus portant cet uniforme sans en avoir le droit, la garde nationale s'est mollement comportée, elle a entraîné sur plusieurs points la désertion de la troupe de ligne. Deux régiments d'infanterie ont livré leurs armes aux émeutiers. La garde municipale a dû se replier sur les Tuileries, qu'elle était appelée à défendre comme l'avaient fait les Suisses au 10 août.

Cependant, dans la nuit, la famille de M. Guizot l'avait forcé de quitter son hôtel; il a pu gagner les Tuileries et là, dans la matinée de jeudi, l'abdication de Louis-Philippe a été décidée. Cet acte a reçu son exécution à l'instant même, et trans-

la chambre des députés, dans le moment où l'insurrection triomphante préparait l'attaque du château.

Madame la duchesse d'Orléans, tenant son fils par la main, et accompagnée du duc de Nemours, s'est immédiatement rendue au palais de la chambre des députés. La salle, en ce moment, était déjà envahie par le peuple. L'entrée de la duchesse et de son fils a produit un moment de calme, de stupeur, bientôt suivi d'un spectacle déplorable que nous ne pouvons décrire. La duchesse d'Orléans, sans qu'aucune faiblesse ait un seul instant trahi son émotion, sans quitter une seconde la main de son enfant, s'est avancée vers la tribune d'où elle voulait prendre la parole. Il lui a été impossible de se faire entendre. Des coups de pistolets, auxquels nous ne voulons pas croire, avaient été dirigés contre elle; et l'apparition, nous assure-t-on, d'hommes aux bras nus et sanglants, a décidé l'assemblée entière à se grouper autour d'elle pour la mettre à l'abri. Portée dans les bras de ceux qui l'entouraient, et sans s'être un seul instant séparée de son enfant, elle est sortie du palais par une fenêtre; le duc de Nemours l'a suivie.

La duchesse dans ce moment a été, croit-on, conduite aux Invalides. Le duc de Nemours a quitté Paris avec deux régiments.

Dans le moment où ces scènes à jamais déplorables se consumaient dans le palais des représentants de la France, le peuple envahissait les Tuileries. Il était quatre heures. Louis-Philippe, la reine, leurs enfants, y étaient encore, que déjà les insurgés occupaient une partie du château. La famille royale devait le quitter.

Le roi a pris le bras de la reine; leurs enfants les suivent; ils ont tous ensemble, à pied, traversé le jardin des Tuileries. Arrivés sur la place de la Concorde, le roi a voulu s'arrêter un moment auprès de l'obélisque du Luqsor pour jeter les yeux sur la foule qui couvrait la place. Là ses jours ont couru un grand danger; un membre de la chambre, M. Delebecque, les a protégés. On a pu faire approcher un fiacre, dans lequel est montée la famille royale. Environnée d'une foule tout à la fois protectrice et menaçante, elle s'est dirigée vers Neuilly. On suppose que peu d'heures après le roi a dû prendre la route d'Eu.

P. S. On nous assure que la famille royale de France est à Laeken. Le temps nous manque pour vérifier le fait et le présenter comme officiel.

Le bruit se répand que le général Lamoricière aurait été nommé commandant de la garde nationale de Paris, hier. (Emancipation.)

Second post-scriptum. — La gare de Valenciennes a été incendiée. Il y a donc eu, là aussi, mouvement, insurrection. La fureur du parti qui triomphe s'annonce donc partout par l'incendie. (Id.)

Troisième post-scriptum. — Le roi Léopold, quoique profondément ému de ces événements, se montre calme et de sangfroid. Il s'occupe, de concert avec ses ministres, des mesures que des circonstances aussi extraordinaires réclament. On parle déjà de l'activité que déploie le général Chazal, ministre de la guerre. (Id.)

L'hôtel de la préfecture brûle à Lille. il n'y a plus de communication entre Lille et Mouscron.

Une dépêche télégraphique qui est arrivée hier à Anvers à 3 heures et quart, annonce que Paris est cerné par une forte partie de l'armée, ayant le duc de Nemours à sa tête. La garde nationale s'est jointe à lui.

Troubles à Amiens.

Minuit. Ce soir, la population était en pleine insurrection: des troubles graves ont eu lieu. Nous allons en faire rapidement l'histoire, et qu'on nous pardonne le déconçu et la diffusion du récit.

Dès quatre heures, le bruit s'est répandu en ville qu'une dépêche télégraphique était arrivée à la préfecture, qu'elle contenait les nouvelles les plus alarmantes. Paris était à feu et à sang: le roi parti de la capitale, etc., etc. Ces nouvelles prenaient un plus grand caractère de vraisemblance par l'arrivée d'un envoyé extraordinaire du ministère de la guerre qui venait requérir le départ immédiat de notre garnison (70^e de ligne).

Aussitôt, des groupes se sont formés tumultueusement aux abords du chemin de fer, déclarant qu'on s'opposerait au départ des troupes. Plusieurs ouvriers sont partis d'un autre côté pour aller enlever des rails au delà du pont de Longueau. Les têtes sont montées; à 7 heures et demie, plus de 300 personnes stationnant devant la gare, s'opposaient au passage des voitures et des voyageurs. L'exaspération était poussée à tel point, qu'un caporal qui devait relever un factionnaire a été assailli, et n'a dû son salut qu'à l'intervention d'honnêtes ouvriers auxquels nous avons

adressé des paroles de paix et de conciliation qu'ils ont merveilleusement comprises, ce dont nous les remercions.

Il en a été pour un gendarme comme pour le caporal de la ligne et plusieurs faits du même genre ont eu lieu sur différents points. Nous n'en avons pas été les témoins, mais ils nous sont affirmés par plusieurs de nos amis qui, comme nous, cherchaient à calmer le peuple avide de nouvelles. Cependant, que faisaient M. le maire et ses adjoints? Ils étaient au fond de la gare à attendre le convoi de 9 heures! Tandis que des faits déplorables que nous venons de faire connaître, nous avons eu de notre devoir comme citoyen de les éclairer sur ces scènes de désordre, et de les inviter, au nom de l'humanité, de la liberté et de l'ordre public, à convoquer la garde nationale.

Il ne nous a rien été répondu, quoique notre demande fût approuvée par des magistrats haut placés; ou du moins les réponses qu'on nous a faites, rappelaient fort les franchises allures de Léopold et consorts. Le mot n'est pas de nous et n'en est pas moins juste.

Après en avoir donné la substance aux différentes personnes qui nous environnaient, nous sommes sortis de la gare, le tumulte allait toujours en augmentant — plus de 2,000 personnes étaient rassemblées. Toujours même insouciance de la part de l'administration, elle ne s'occupait que du départ de la ligne, qui ne le concernait point, et ne pensait pas à la tranquillité publique dont elle est responsable.

Cependant, les hommes de la garnison qui avaient reçu l'ordre de prendre des vivres pour deux jours, avaient fait leurs préparatifs de départ. Ils se dirigeaient par escouades de quatre à cinq hommes, et par des rues détournées, à la gare. Presque partout ils étaient arrêtés.

Maintenant, n'est-il pas permis à bon droit de s'indigner de l'apathie coupable de M. le maire? Comment! un ordre du ministre, venu par un convoi extraordinaire, enlève votre garnison. La population s'assemble, s'émeut, s'irrite, des hommes exaltés se portent à des voies de fait, l'émeute est là, devant vous, elle peut grandir, occasionner les plus grands malheurs, et vous ne convoquez pas la garde nationale qui seule a le droit, le devoir et la possibilité de rétablir l'ordre sans effusion de sang! Et vous restez en curieux à attendre des nouvelles! et vous débitez quand il faut agir! Est-ce là administrer? est-ce là comprendre les devoirs de sa position?

P. S. 2 heures du matin. — Des vitres ont été brisées dans la rue des Trois-Cailloux, à la préfecture, à l'école des frères de la doctrine chrétienne, dans les passages. Quelques arrestations ont eu lieu, des patrouilles de la garde nationale circulent dans la ville. Des soldats bivouaquent aux environs du chemin de fer. La tranquillité règne dans la ville, elle ne sera plus troublée: nous l'espérons. (Journal de la Somme.)

LA HAYE, chez Léopold Lubenberg, Sous. 75.
Dépôt général à Amsterdam chez M. Schooneveld et Fins, Beurssteeg; et à Rotterdam, chez S. van Rijn Straat Hoofdsteeg.